

Unité de Coordination de la Lutte Anti-Terroriste

Note d'analyse

Thèmes de propagande islamiste et axes de construction du contre-discours



Département formation et contre-discours



PROPAGANDE ET CONTRE-DISCOURS

Thèmes de propagande islamiste Axes de construction du contre-discours

L'islam radical assimilable dans les intentions et les faits à une idéologie totalitaire incarnée par des organisations ayant déclaré la guerre aux sociétés occidentales doit être combattu sur tous ses fronts. L'une des armes de l'islamisme étant sa propagande, celle-ci doit être contrée.

L'un des axes du premier plan national de lutte contre la radicalisation commande ainsi d'« agir contre la propagande violente sur Internet et favoriser l'émergence des contre-discours dans le débat public ».

*

I. Cette note s'attachera dans un premier temps à recenser les principaux thèmes de la propagande et du discours émanant d'organisations se rattachant au courant salafiste se prétendant révolutionnaire ou djihadiste. Il s'agit principalement d'Al Qaïda et de Daech, ainsi que des groupes leur ayant prêté allégeance.

Ce travail sur le contenu du discours n'inclut pas les vecteurs de diffusion de celui-ci, qui contribuent largement à l'efficacité de la propagande.

Les thèmes de cette première partie seront déclinés au travers de l'oppression de l'islam (1), sa légitime défense (2), grâce à la construction d'un Etat islamique et la restauration du Califat (3).

Si Al Qaïda et Daech appartiennent au même courant idéologique salafiste violent, les différences de sensibilité et de tempo entre ces frères ennemis sont visibles dans leur discours.



II. Dans un second temps, notre démarche consistera à identifier, en miroir des thèmes de propagande préalablement identifiés, les axes de contre-discours qu'il conviendra de développer ultérieurement dans le but de relativiser, contextualiser et *in fine* déconstruire et réfuter le narratif islamiste.

Ce contre-discours s'adresse en priorité aux populations identifiées comme étant en voie de radicalisation. Sur le plus long terme, il vise tous les individus fragiles, qui appartiennent à la contre-culture du djihad sans avoir (encore) basculé dans la radicalité.

Ces populations cibles sont sans doute beaucoup plus nombreuses que les quelques 2 000 individus identifiés pour leur implication à ce jour dans les filières syro-irakiennes ou même les quelques 10 000 fichés S ou signalées radicalisés. L'ensemble de la population musulmane est visée par la propagande islamiste.

Il va de soi que le contre-discours devra s'adapter aux différents modèles de radicalisation. Le radicalisé dit subjectif ne sera pas sensible au même discours que le radicalisé politique, plus structuré et rationnel par exemple.

S'agissant des femmes enfin, le contre-discours ne doit pas faire l'erreur de sousestimer ou « pathologiser » leurs motivations et de les traiter a priori en victimes plutôt qu'en actrices à part entière du djihad¹. Certaines d'entre elles ne sont pas moins idéologisées que les hommes alors qu'on met spontanément davantage en avant l'explication de l'emprise mentale.

Partant du principe qu'il vaut mieux assumer à la fois le passé et la réalité, afin de dépasser les représentations et les perceptions erronées ou partielles, cette seconde partie traitera de la nécessité de réapprendre l'Histoire (1), se réapproprier son histoire personnelle et son libre-arbitre (2) en refusant l'extrémisme et l'intolérance (3).

¹ Cf. les travaux de la doctorante en sociologie suisse Géraldine Casutt.



I. Thèmes de propagande

1.1 <u>L'oppression de l'islam</u>

Dans la propagande islamiste, la «maison de l'islam» (dar al islam) est attaquée et envahie par les Occidentaux à toutes les époques, des croisades à la colonisation.

L'« agression » se poursuit à l'heure actuelle au travers des **opérations extérieures** menées par des coalitions de pays occidentaux et arabes (apostats), en Afghanistan, en Irak (3^e coalition), au Sahel (Mali et RCA), etc.

Quand ils ne sont pas attaqués par les Occidentaux, les musulmans sont abandonnés par eux, comme en Syrie aujourd'hui. L'Occident est alors accusé de duplicité et de mener une politique « à géométrie variable » ou de « deux poids deux mesures » ou de « double standard », qui obéît à ses intérêts, indépendamment des principes universels qu'il prétend défendre. Il déplore par exemple la mort des innocents dans les attentats qui touchent ses ressortissants mais ignore celle des civils bombardés en Syrie.

Selon les organisations terroristes, l'oppression est aussi le fait des **régimes musulmans dits apostats** — « l'ennemi proche » -, qui défendent davantage les intérêts des Occidentaux — « l'ennemi lointain » - que ceux de l'islam (selon la grille de lecture d'Al Qaïda). L'accusation a visé principalement l'Arabie Saoudite dans un premier temps en raison de son alliance avec les Etats-Unis. Elle s'est étendue à l'ensemble des pays musulmans du Maghreb et du Moyen-Orient.

Il est intéressant de rappeler l'attitude d'Al Qaïda, dans l'immédiat aprèsprintemps arabe, qui a salué et encouragé les gouvernements des Frères musulmans ayant accédé au pouvoir en Tunisie et en Egypte. Après l'échec de ces deux expériences, l'organisation appelle désormais à se concentrer sur la Syrie, seule expérience « positive » des printemps arabes.

Pour Daech en revanche, **l'oppression vient prioritairement des régimes chiites** à l'encontre des sunnites. Ce prisme s'explique par le contexte irakien de guerre confessionnelle entre une opposition sunnite partiellement acquise à la



rébellion et un pouvoir chiite mis en place à Bagdad avec l'appui des Etats-Unis. Cette distinction n'existe pas pour Al Qaïda, qui à l'inverse appelle au rassemblement des musulmans (islamistes radicaux) pour éviter la discorde (fitna).

Le **sort des Palestiniens** est récurrent dans la propagande, même s'il n'y tient pas une place centrale (surtout pour Daech). Hamza Ben Laden a quant à lui rappelé récemment que la Syrie était « le meilleur champ de bataille pour parvenir à la libération de Jérusalem. La voie pour libérer la Palestine est aujourd'hui plus courte grâce à la révolution en Syrie".

Enfin, les musulmans sont considérés comme **humiliés et stigmatisés en Occident**, où ils ne peuvent pas vivre leur religion. Le sort des sœurs est jugé particulièrement inquiétant.

La France est particulièrement stigmatisée en tant que « capitale des abominations et de la perversion ». Parmi les pays occidentaux, la France est traitée **d'ennemie de l'Islam** dans les publications, communiqués ou vidéos en français, en raison de son passé colonial et de ses lois anti-musulmanes. La première cible de Daech reste toutefois les chiites puis les sunnites apostats.

Dans cette propagande, la victimisation des musulmans alimente une **vision binaire du monde**, partagé **entre Eux** (les mécréants) **et Nous** (les croyants), propre à les amener à combattre pour retrouver le contrôle de la terre d'islam et l'élargir au reste du monde.

1.2. La défense de l'islam

Le discours extrémiste sur l'oppression a pour but de convaincre les musulmans de l'injustice de leur situation et d'insister sur leur position de victime. La propagande consiste dans un deuxième temps à transformer leur frustration et leur colère en haine et **désir de vengeance pour rétablir la justice.**

Le musulman est par ailleurs sommé d'assumer toutes ses obligations. Il doit se surpasser pour la défense de sa cause. La défense de l'islam passe par **l'engagement total de chaque musulman**, qui doit faire allégeance à l'organisation jihadiste.



Ce processus est utilement entretenu pour faire ressentir la **culpabilité** de ne rien faire. La défense des « frères » au nom de l'islam doit justifier la volonté de **réparation à tout prix.**

Les actions de l'organisation Etat islamique sont légitimées et le « **jihad armé** » s'impose comme un **devoir religieux**, soutenu par une rhétorique et une imagerie guerrière. Le combattant de la foi est appelé à **se purifier de ses péchés** à travers des meurtres sacrificiels (exécutions de traitres, déserteurs, espions, apostats, etc.) et des actions-suicide.

La propagande joue également sur le **ressort narcissique** qui peut jouer un rôle majeur chez certains individus. L'aura que procure l'accomplissement du jihad, l'effet de mode vient combler un vide et peut conférer un sentiment de surpuissance dans un contexte de désinhibition vis-à-vis de la violence.

Les victoires de Daech « sur le front » font l'objet d'une communication régulière, propre à rallier les velléitaires.

La **solidarité** entre « frères » est systématiquement valorisée et la perspective d'être intégré dans un groupe de camarades unis à la vie et à la mort est un atout majeur d'attraction et d'engagement.

Les **tensions entre groupes islamistes** combattants sont minimisés et les témoignages dépeints comme autant de manipulations de la part des ennemis de l'islam.

Enfin, la propagande insiste sur **la force de l'Islam** alors que l'Occident est en réalité plus faible qu'il n'y parait. Il doit être affronté par tous les moyens, sur tous les fronts et sans attendre. (*Cf.* l'appel au meurtre du porte-parole Adnani en septembre 2014)

D'un point de vue tactique, Al Qaïda estime aujourd'hui que la nation islamique doit **se concentrer sur le jihad en Syrie** alors que Daech appelle à multiplier les fronts périphériques (« les volcans du jihad ») pour former « l'archipel du jihad mondial » qui comprend les régions d'Europe un temps islamisées, telles que l'Andalousie ou les Balkans.



1.3 Thèmes liés au projet califal et à l'islam mondialisé

La propagande islamiste insiste sur le fait que les musulmans en France ne sont pas des citoyens français à part entière car ils ne sont pas acceptés comme tels. Ils ne peuvent de toute façon pas le devenir car ils appartiennent à la communauté des croyants (Oumma).

L'appel à la « hijra »² afin de participer à la construction du Califat est propre à la propagande de Daech, dont le projet présente l'avantage de s'enraciner à la fois dans un territoire et un temps immédiat. Le Califat est le « lieu de refuge pour les opprimés ».

Sur un plan stratégique, Al Qaïda ne soutient pas le projet de Daech. Elle estime que « l'ennemi lointain » (l'Occident) est encore trop fort et doit être combattu en priorité. Elle récuse aussi la légitimité du calife autoproclamé Ibrahim (Abou Bakr Al Baghadi).

L'appel de Daech s'adresse à tous, hommes, femmes, familles. (Les femmes et les mineurs représenteraient 60% du contingent d'individus partis de France rejoindre la zone syro-irakienne contre un tiers en juin 2014).

Il s'agit d'un appel à **vivre enfin sa foi sans entrave** (stigmatisation, voile, école, etc.) L'émigration d'une terre de mécréance vers la terre d'islam est une obligation. La « charia » (c'est-à-dire la morale ou la jurisprudence islamiques) plutôt que la laïcité, présentée comme la « religion de la République ».

La vie quotidienne dans le Califat est largement diffusée afin de mettre en valeur **l'action sociale et humanitaire** de Daech et la crédibilité de son projet d'Etat islamique.

L'attrait particulier du « Cham » (la grande Syrie, c'est à dire la Syrie actuelle, le Liban et la Palestine) réside aussi dans l'imaginaire islamique convoqué par la propagande, avec notamment une **perspective apocalyptique et d'urgence**

7

² Le terme signifie exil et fait référence à l'exil de Mahomet de la Mecque à Médine, qui permet de rassembler ses forces et de se reconstruire. Il s'entend donc dans la perspective d'un retour en force ultérieur.



fondée sur la référence à l'ultime bataille qui se déroulera à Dabiq, entre l'armée du Mahdi³ et celle des Infidèles.

L'effondrement de l'empire ottoman et la suppression du califat en 1924 ont été vécus par de nombreux musulmans comme une humiliation collective mais aussi une lâcheté de leur part. Ils se reprochent de n'avoir pas su défendre l'islam en préservant le califat. Le **projet califal**, redevenu d'actualité avec Daech, permet de se racheter.

En résumé

L'humiliation des musulmans est directement liée à l'affaiblissement de l'islam

= La défense de l'islam représente la solution de tous les problèmes

L'Occident a une responsabilité particulière dans cette situation, par son interventionnisme direct ou en soutien des Etats musulmans dits apostats

= La défense de l'islam et des croyants passe par la revanche du monde musulman sur l'Occident

La restauration du Califat est l'un des projets les plus attractifs du courant révolutionnaire islamiste

= Chaque musulman où qu'il soit a l'obligation d'y prendre part de façon active

Commentaire

L'attractivité du concept de califat tient au mélange unique actuellement d'action (la guerre, la construction d'un Etat), d'idéologie (un « univers de sens ») et enfin d'utopie d'un nouvel ordre pur et mondial, de nature religieuse et révolutionnaire, à même de mobiliser des profils relativement variés.

Aussi contestées que puissent être les méthodes employées par Daech, le jihad en Syrie est soutenu largement dans le monde musulman, de même que l'idée de califat et d'un islam mondialisé séduit au-delà de la mouvance salafiste extrémiste révolutionnaire.

³ Le Mahdi (équivalent du Messie pour les chrétiens), à savoir le dernier Imam, l'Imam caché, le 12^{ème} Imam des chiites duodécimains, le 5^{ème} et dernier Imam des chiites zaydites, le 7^{ème} Imam des Ismaéliens et des Alaouites, ou enfin l'Emir pour les sunnites.



II. Approches de contre-discours

2.1 <u>Réapprendre l'Histoire</u> ou lutter contre l'ignorance

Le sentiment d'oppression et d'humiliation, lié à une **représentation mentale et culturelle souvent douloureuse de leur passé**, est largement partagé dans le monde musulman. Cette souffrance s'explique aussi en partie par une **inclination à tout interpréter par rapport à sa propre expérience**, sans se poser la question d'une alternative à « sa réalité ».

La confrontation des savoirs et l'objectivation des faits peuvent seules permettre l'ouverture d'esprit et l'acception de la complexité nécessaires pour éviter les explications simplistes voire paranoïaques et complotistes. L'idée *in fine* consiste à arriver non pas à une histoire commune mais partagée.

Que l'oppression ou l'humiliation soient réelles ou imaginaires n'est pas la question. Il vaut mieux parler franchement des sujets délicats et ne pas chercher à tout prix à les éviter. Une telle attitude ne nous apporte rien de positif et nous met plutôt en situation d'être accusés d'hypocrisie pour n'évoquer que l'information ou la version des faits qui nous arrange.

Cette approche est surtout nécessaire **en direction des non radicaux,** mais qui peuvent appartenir ou être en contact avec des milieux qui peuvent s'avérer complaisants vis-à-vis des idées radicales.

Il s'agit principalement de contextualiser et de relativiser tout malentendu ou interprétation erronée de notre point de vue des faits et des intentions. Cette étape est indispensable car si, pour « nous autres Occidentaux », l'histoire est aujourd'hui oubliée, souvent à dessein, elle est convoquée et fantasmée dans de nombreuses autres cultures.

Séparer le destin des peuples, et notamment arabes, de l'histoire de l'islam en tant que religion est une autre gageure : cette confusion identitaire entre islam et arabité empêche de prendre en compte l'existence de nombreux autres facteurs explicatifs et lignes de partage dans l'histoire des peuples.



Un certain nombre de sujets litigieux qui sont utilisés de façon régulière pour attiser les hostilités, tels que les croisades, l'histoire coloniale ou la défense de la Palestine devraient ainsi faire l'objet d'un tel travail de mémoire et de remise en question - pourquoi pas iconoclaste -des idées reçues.

Exemple 1: Le rappel des **origines des croisades**⁴ peut ainsi éclairer d'un jour nouveau ce litige fondateur, présenté comme une « résistance » des musulmans à la « guerre sainte » des chrétiens, alors qu'on pourrait aussi envisager de parler de contre-offensive européenne face aux conquêtes turques qui avaient auparavant assujetti les Arabes.

Le déclenchement des croisades par le monde chrétien a été davantage motivé par la nécessité de se défendre contre l'empire turc que par la volonté d'opprimer les musulmans. L'invocation de la religion a ensuite été mise en avant de part et d'autre pour justifier et galvaniser. La dimension religieuse existe et a pu prendre de l'importance à certains moments mais elle doit aussi être relativisée.

On peut aussi considérer d'une certaine manière que **les Arabes et les Européens ont eu à souffrir durant plusieurs siècles de la suprématie turque, seldjoukide puis ottomane,** issue de tribus nomades de la steppe asiatique apparentées aux Mongols. A l'apogée de l'empire ottoman au XVIe siècle, l'Europe balkanique et la Hongrie, de même que l'ancien empire arabe de Bagdad, sont sous la coupe turque. Ce sont les Turcs qui ont mis un terme à l'expansion des cavaliers arabes musulmans et à l'«âge d'or» des califats successifs.

Que les Turcs se soient convertis à l'islam ne peut suffire à effacer le rapport de domination qu'ils ont imposé aux peuples conquis. C'est bien l'alliance des Européens et des Arabes qui a permis de mettre fin à l'empire ottoman durant la 1^e guerre mondiale.

⁴ Les croisades ont en effet été dirigées contre les turcs seldjoukides, convertis à l'islam, qui avaient conquis Bagdad en ne laissant que des pouvoirs honorifiques au calife arabe. C'est pour éviter à Byzance le même sort qu'Urbain II a lancé son appel à la croisade. Il s'agissait également d'obtenir la réouverture des routes du pèlerinage vers Jérusalem et de l'accès au tombeau du Christ, qui était resté accessible du temps de l'empire arabe, mais avait été fermé par les Turcs.



Parler des croisades n'est sans doute pas suffisant mais nécessaire dans la mesure où les interventions extérieures contemporaines de l'Occident sont vécues comme des ingérences qui confortent les musulmans dans l'idée que l'histoire de leur oppression continue.

Tout en expliquant la raison de telles opérations, notre contre-discours ne peut pas s'en tenir à des éléments de langage diplomatique. On doit s'attacher aux faits. Les « OPEX » d'aujourd'hui, comme les croisades d'hier, s'expliquent par d'autres raisons que la volonté d'opprimer les musulmans et il faut le démontrer.

Exemple 2 : L'histoire coloniale est une autre source de rancune et de colère. Il y a en réalité plusieurs histoires coloniales correspondant à plusieurs périodes. Le problème est particulièrement aigu dans le cas de l'Algérie en raison de la longueur de la colonisation, de l'existence d'une colonie de peuplement et enfin de la dureté de la décolonisation.

L'histoire coloniale pourtant récente est aussi largement revisitée avec les yeux d'aujourd'hui, y compris (surtout ?) par nous.

Dans cet exemple, on doit commencer par rappeler la chronologie qui commence en 1830 : l'intervention de l'armée française ne visait pas l'Algérie qui n'existait pas alors en tant qu'état-nation, mais l'empire ottoman qui n'arrivait plus à faire régner l'ordre dans ses provinces nord-africaines et en Méditerranée, etc.

<u>Exemple 3</u>: Le thème de **la défense de la Palestine** enfin est un autre rituel obligé notamment d'Al Qaïda, même s'il appartient davantage au discours nationaliste et pan-arabe du XXe siècle.

Le thème est globalement peu repris par Daech car lutter pour la Palestine revient à lutter pour la constitution d'un Etat nation alors que l'Etat Islamique construit le Califat universel, objectif plus ambitieux, plus noble. Il a tout au plus instrumentalisé l'intifadah des couteaux pour encourager le passage à l'acte individuel et tous azimuts. La France par ses initiatives récurrentes fait plus pour la cause des Palestiniens que les islamistes...



2.2 Se réapproprier sa personne (lutter contre ses propres démons)

Revendiquer le statut de victime, c'est reconnaître une position de faiblesse et d'immaturité. On accuse souvent les autres d'être injustes pour ne pas avoir à reconnaître sa part de culpabilité et d'échec éventuels.

Pour mieux faire oublier sa responsabilité (celle de ses intentions ou de ses actes), on s'abrite derrière le groupe, la communauté.

La stigmatisation et l'exclusion, trop vite mises en avant, qu'elles soient en partie réelles ou non, ne règlent rien. Même en cas de troubles psycho-pathologiques, les psychologues cliniciens affirment que la responsabilité du sujet demeure.

Or, il faut du courage et de l'honnêteté pour penser et agir par soi-même, être en accord avec soi-même, c'est-à-dire **repenser la relation entre l'être et la collectivité**, entre le subjectif et le collectif (processus de « resubjectivation⁵ » et de reconstruction du lien avec la société)

Il faut également mettre en garde contre la propension observée au sein de certaines cultures à vouloir prendre sur soi le malheur des autres, à s'offrir en bouc émissaire.

Cette volonté altruiste, quand elle existe sincèrement, doit se traduire positivement et n'empêche en rien par exemple d'adhérer à des causes communes et de se surpasser pour les autres en restant soi-même et maître de soi.

Au contraire, l'utilisation des sentiments de frustration ou de colère existant chez des individus enfermés dans des postures victimaires sert les intérêts propres de quelques-uns.

⁵ Thème développé par les sociologues, en particulier l'Italien Bartolomeo Conti.



La figure du « surmusulman⁶ » est un leurre, un piège pour les faibles et les orgueilleux, qui sont conduits à se surpasser jusqu'au sacrifice de leur personne.

Ce sacrifice est en réalité **une arme tournée vers l'Autre, l'Ennemi**, à l'opposé de ce que les religions conviennent généralement d'appeler le martyr.

Au-delà de la question de l'emprise qu'exerce un groupe djihadiste sur un individu, l'effort à faire pour retrouver son libre-arbitre passe par l'émancipation vis-à-vis de sa communauté d'origine. Il s'agit de (re)devenir un individu à part entière. On doit pouvoir être arabe et français comme on est breton et français, ou musulman comme on est catholique aujourd'hui. Plusieurs appartenances sont possibles dans la mesure où elles ne se situent pas sur le même plan. La citoyenneté est une et commune à tous.

2.3 <u>Refuser les approches extrémistes et exclusives</u> (lutter contre la radicalité)

Il s'agit ici de **dénoncer la politisation du religieux**, c'est-à-dire l'instrumentalisation de principes ou de doctrines à caractère religieux à des fins autres que spirituelles. C'est le cas principalement de la voie privilégiée par la mouvance islamiste qui s'affiche djihadiste, et systématiquement la plus marginale, exclusive et violente.

Cette instrumentalisation n'est pas l'apanage du seul courant islamiste djihadiste.

Pour mémoire, les adeptes de l'islamisme partagent un corpus commun qui prend plusieurs formes d'expression, qui peuvent aussi bien s'ignorer que s'inspirer les unes des autres. Les contours de ces trois composantes tendent à devenir plus poreux et flous.

- Une forme religieuse de tendance rigoriste (les mouvements salafiste piétiste et du Tabligh, en rupture avec la société, comptent chacun plusieurs dizaines de milliers d'adeptes en France);

⁶ Dernier ouvrage de Fethi Benslama



- Une forme politique de tendance réformiste qui a pour objet l'établissement de la charia (incarnée par les Frères musulmans, représentés au sein de l'UOIF, composante du CFCM);
- Une forme militaire ou terroriste (présente sur le territoire national avec des individus et des cellules qui font allégeance et se revendiquent de groupes étrangers quand ils passent à l'action).

L'hypothèse d'un recours à un contre-discours religieux modéré est régulièrement évoquée pour contrer une propagande à caractère religieux extrémiste.

Outre le fait que ce type de contre-discours ne peut être porté directement par l'Etat, il faut aussi insister sur les limites du contre-discours argumenté sur une base religieuse.

Autant il est souhaitable de connaître et faire connaître l'existence de plusieurs interprétations des sources religieuses, notamment pour insister sur le caractère marginal et extrême du discours islamiste, autant il est impossible pour un Etat laïc, c'est-à-dire neutre, d'indiquer sa préférence envers une école de pensée plutôt qu'une autre.

Dans la mesure notamment où l'Etat n'est pas l'autorité religieuse supérieure reconnue légalement, il sera toujours loisible à un islamiste d'invoquer un hadith du prophète ou un verset du Coran pour justifier l'injustifiable. L'avant-dernier Dar al Islam qui justifie les attentats de Paris est éclairant sur le caractère vain d'une telle bataille.

Il ne relève pas des missions de l'Etat de faire ni d'accompagner le travail d'exégèse et de contextualisation des sources religieuses islamiques qui s'avère nécessaire. La légitimité de l'Etat est ailleurs. Le CFCM a d'ailleurs demandé au conseil théologique mis en place en mai dernier de proposer des éléments de contre-discours religieux.

L'Etat a toute légitimité en revanche pour invoquer l'argument d'incompatibilité de telle pratique religieuse avec l'ordre public ou de tel projet politico-religieux avec les valeurs et principes de la République.



A terme et au-delà de la déconstruction du discours islamiste, la seule solution durable réside dans le **choix a priori et délibéré de** l'intégration sinon de l'assimilation dans la société française, c'est-à-dire **sans se poser la question de la compatibilité** avec telle ou telle école de l'islam.

Ce choix véritablement essentiel et exigeant est indispensable, car **la charia**, qui est assimilable à un système de lois islamiques sans lequel il n'y a pas de pratique véritable de l'islam, n'est en réalité **pas compatible avec les lois de la République**, sauf aménagements significatifs⁷.

Les islamistes ont pleinement conscience de l'enjeu que représente l'avenir des musulmans en Europe. Ceux-ci sont une cible essentielle de la propagande incitée à faire le djihad ou leur hijra. Ils ne doivent pas s'occidentaliser.

Deux exemples parmi les plus évidents illustrent à eux seuls l'instrumentalisation de la religion et la disparation de toute spiritualité au profit d'un projet global idéologique et utopique dans le discours, mais très terrestre et matériel dans sa mise en œuvre.

Exemple 1 du djihad

Dans tous les courants de l'islam, le jihad armé est défensif et déclaré uniquement dans certaines circonstances.

La question de l'autorité légitime pour déclarer le jihad s'est posée quasiment depuis les origines. L'Oumma, en tant que concept juridique, a été imaginée aux temps des Abbassides par les autorités religieuses, les oulémas, afin d'être en mesure de déclarer le jihad pour défendre l'Oumma et de ne pas laisser cette prérogative au seul Calife.

Pour mobiliser en Afghanistan contre les Soviétiques dans les années 80, le penseur et activiste djihadiste Abdullah Azzam s'est approprié le droit d'appeler au djihad, de même que le calife Baghdadi pour établir le califat. C'est l'ère de la « privatisation du jihad ».

⁷ Pour un musulman, il est a priori difficile de comprendre que l'islam a toute sa place en France sans application de la charia. Il reste que l'application de la charia est extrêmement variable d'un pays musulman à l'autre.



Au vu de la situation d'urgence, les djihadistes ont de fait procédé à **une inversion des valeurs** entre le grand djihad, qui est l'effort sur soi, et le petit djihad, armé et défensif. Le djihad armé et recourant au terrorisme comme mode opératoire devient obligatoire et prioritaire pour tous les musulmans selon Daech. L'obligation première de l'effort de réflexion et d'effort sur soi est même passée à la trappe.

On peut s'interroger sur la légitimité d'un groupe qui inverse des principes fondateurs de la religion au gré d'impératifs tactique, conjoncturel, politique ou militaire. Leur religion serait-elle contingente ?

Exemple 2 du ramadan

Chaque année durant cette période, les organisations islamistes djihadistes appellent à la réalisation d'attentats alors que le monde musulman parle du « mois sacré » du ramadan.

Selon un hadith du prophète, « c'est le mois de la patience, et la récompense de la patience est le paradis [...] Un mois dont le début est miséricorde, dont le milieu est pardon et la fin affranchissement de l'Enfer ».

*

Commentaire

Sans craindre d'être accusé de faire l'amalgame entre islam et terrorisme, entre le tout et sa déviance, il faut reconnaitre que « le terrorisme n'a pas rien à voir avec l'islam⁸. » Tout comme l'inquisition n'avait pas rien à voir avec la religion chrétienne.

Quel que soit l'intérêt du débat sur la « radicalisation de l'islam » ou l'« islamisation de la radicalité », l'Etat ainsi que ses agents n'ont pas à trancher en faveur d'une approche essentialiste ou sociologique du terrorisme.

⁸ « Un silence religieux – La gauche face au djihadisme » de Jean Birnbaum.



Au-delà des interprétations dites modérées ou rigoristes du Coran et des sources religieuses en général, il faut avant tout se poser la question du devenir et de l'acceptabilité dans la durée de certaines opinions, intentions et pratiques extrémistes qui dérivent aujourd'hui de l'islam.

Enfin, les problèmes de radicalisation que nous connaissons en France, violente ou non, sont exacerbés par le contexte au Proche-Orient. Ils préexistaient toutefois à Daech et persisteront après. Le contre-discours sous toutes ses formes -sensibilisation/ formation, tweets, films, vidéos, guides, revues, boîtes à outils, etc. - et en direction de publics variés, relais ou cibles, a de beaux jours devant lui.

Ministère de l'Intérieur Direction Générale de la Police Nationale Unité de Coordination de la Lutte Anti-Terroriste (UCLAT) 11 rue des Saussaies 75008 Paris